



Assemblée générale

Distr. générale
27 avril 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session
Point 96 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet

Lettre datée du 31 mars 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par les Représentants permanents de l'Australie et du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons le plaisir de vous faire tenir ci-joint le synopsis du rapport de la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, qui est coprésidée par l'ancien Ministre australien des affaires étrangères, Gareth Evans, et l'ancienne Ministre japonaise des affaires étrangères, Yoriko Kawaguchi (voir annexe).

La Commission a été lancée en tant qu'initiative conjointe des Gouvernements australien et japonais en septembre 2008. C'est une instance indépendante, composée de 15 commissaires du monde entier, dont les Coprésidents, M. Evans et M^{me} Kawaguchi.

Le 15 décembre 2009, à Tokyo, les Coprésidents ont présenté aux Premiers Ministres Kevin Rudd et Yukio Hatowama le rapport de la Commission, document consensuel issu de ses activités.

Nos deux gouvernements espèrent que ce rapport apportera une contribution importante aux efforts internationaux en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Nous espérons qu'il sera tout particulièrement utile dans le cadre des préparatifs de la Conférence d'examen de 2010 des Parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire.

Nous vous saurions gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 96 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de l'Australie
(Signé) Gary **Quinlan**

Le Représentant permanent du Japon
(Signé) Yukio **Takasu**



Annexe

[Original : anglais, arabe,
espagnol, français et russe]

Éliminer les menaces nucléaires

Un programme concret pour les dirigeants du monde

Synopsis : un programme d'action global

Ce synopsis est une version très abrégée, et la quintessence de l'analyse et de l'argumentation très détaillées de la Commission, telles que présentées dans son rapport de 220 pages. Les références renvoient aux sections et paragraphes du rapport complet qui peut être consulté en ligne à www.icnnd.org.

A. Pourquoi ce rapport, pourquoi maintenant?

- Les armes nucléaires sont les armes les plus inhumaines jamais conçues, tuant et mutilant sans discrimination, et produisant des effets qui persistent pendant des dizaines d'années. Ce sont les seules armes jamais inventées qui sont capables d'anéantir toute vie sur la planète, et les arsenaux existants suffiraient à le faire plusieurs fois. La gravité du problème des armes nucléaires est au moins égale à celle du changement climatique – et bien plus immédiate si l'on considère ses effets potentiels;
- Tant qu'il restera une seule nation dotée de l'arme nucléaire, d'autres nations la convoiteront également. Tant qu'une telle arme existera, il est illusoire de penser qu'elle ne sera pas utilisée, que ce soit par accident, par erreur, ou intentionnellement. Un tel usage serait catastrophique. Le fait que le monde y ait jusqu'à présent échappé est le fruit du hasard;
- Le maintien du statu quo n'est pas une option. Les menaces et les risques liés à l'échec de convaincre les nations dotées de l'arme nucléaire de désarmer, d'empêcher de nouvelles nations de l'acquérir, de barrer tout accès aux agents terroristes et de gérer correctement l'expansion rapide de l'énergie nucléaire dans le domaine civil, excluent toute complaisance. Le monde doit s'attaquer à ces risques avec bien plus de conviction et d'efficacité qu'il n'en a manifestées jusqu'à présent;
- Nombreux sont les rapports élaborés par les grandes commissions internationales, les groupes de travail, instituts de recherche et autres groupes de réflexion qui se sont penchés sur ces problèmes. Ce qui rend le présent rapport différent, c'est, nous l'espérons, le fait qu'il paraisse à ce moment précis, le fait qu'il aborde le sujet sous tous ses aspects, qu'il vise un public mondial, qu'il soit pragmatique et qu'il ait des idéaux ambitieux, et qu'il soit délibérément accessible aux gouvernants non spécialistes; sa robuste orientation vers l'action, reflétée dans ses programmes pour le court, moyen et long terme fait un tout cohérent de ses propositions politiques spécifiques;

- Maintenant que les nouveaux Gouvernements américain et russe ont sérieusement déclaré leurs intentions de désarmement nucléaire, une nouvelle opportunité se présente à nous – la première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin de la guerre froide – d’arrêter, de repousser le raz-de-marée nucléaire une fois pour toutes. Ce rapport décrit, non tant en termes purement rhétoriques, mais avec la précision dont tous les gouvernants ont besoin, comment cette opportunité peut et doit être saisie. [Sect. 1]

B. Menaces et risques du nucléaire

- *Nations dotées de l’arme nucléaire.* Vingt ans après la fin de la guerre froide, quelque 23 000 armes nucléaires au moins existent encore, et leur capacité combinée est 150 000 fois celle des bombes d’Hiroshima. À eux deux, les États-Unis d’Amérique et la Fédération de Russie en possèdent plus de 22 000, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l’Inde, le Pakistan et Israël en totalisent ensemble environ 1 000. Presque la moitié de ces armes sont déployées, et les États-Unis et la Fédération de Russie ont plus de 2 000 armes nucléaires dans un état d’alerte dangereusement élevé, prêtes à être lancées sur le champ – chaque président n’ayant qu’entre 4 et 8 minutes pour prendre une décision – si une situation est perçue comme une agression. Pendant les années de la guerre froide, les systèmes de commandement et de contrôle ont constamment été affectés par des erreurs et de fausses alarmes. Vu le nombre croissant de nations dotées de l’arme nucléaire, et la vulnérabilité systémique accrue, l’absence de conflit nucléaire relève du miracle et ne saurait durer. [Sect. 2]
- *Les nouveaux États nucléaires.* Le système établi par le Traité de non-prolifération (TNP) a été considérablement mis à l’épreuve ces dernières années, et l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA) a été confrontée à plusieurs échecs dans ses tâches de vérification, de conformité et de mise en application, ainsi qu’à d’indiscutables régressions dans les zones les plus instables du monde. L’Inde et le Pakistan, ainsi qu’Israël, se sont joints aux rangs des nations dotées de l’arme nucléaire en 1998. On suppose que la Corée du Nord possède une demi-douzaine d’armes nucléaires, et l’Iran a sans doute maintenant la capacité de les fabriquer, avec le potentiel indéniable de provoquer une poussée de la prolifération dans cette région du monde, si ses dirigeants décident de franchir la ligne rouge de la militarisation. [Sect. 3]
- *Terrorisme nucléaire.* Il existe des groupes terroristes qui ont l’intention, et la capacité, de déboucher sur la destruction nucléaire de masse. Avec des technologies disponibles dans le domaine public depuis longtemps et un accès au marché noir, un dispositif nucléaire de la taille de celui d’Hiroshima pourrait être déclenché à partir d’un camion ou d’un petit navire dans n’importe quelle ville importante. Une bombe radiologique (« bombe sale ») combinant les éléments d’une bombe conventionnelle à des matériaux radioactifs comme des isotopes médicaux, serait une option beaucoup plus facile : bien que le nombre de victimes infligé par une telle bombe ne soit pas comparable à celui d’une bombe à fission ou à fusion, son impact psychologique serait comparable à celui du 9/11. [Sect. 4]

- *Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.* L'expansion vraisemblablement rapide de l'énergie nucléaire civile dans les années à venir, en particulier pour répondre aux inquiétudes liées au réchauffement climatique, présentera des risques supplémentaires de prolifération et de sécurité. En particulier si elle s'accompagne de la construction de nouvelles installations nationales pour l'enrichissement en début de cycle du combustible et le retraitement à la fin, une grande quantité de matériau fissile pourrait se trouver disponible à des fins de destruction. [Sect. 5]

C. Faire face au défi du désarmement nucléaire

Thèmes fondamentaux

- *La délégitimation de l'arme nucléaire.* La nécessité essentielle est en fin de compte la transformation des perceptions concernant le rôle et l'utilité de l'arme nucléaire, et l'éviction de celle-ci de la place centrale qu'elle occupe dans la réflexion stratégique, afin d'en faire une arme de moindre importance, voire totalement inutile. Il existe des réponses à l'ensemble des arguments habituels concernant la dissuasion ou autre raison avancée pour maintenir l'arme nucléaire.
- Le fait que certaines nations déclarent que l'arme nucléaire est un élément indispensable, légitime et couvrant toutes possibilités de leur propre sécurité et de celle de leurs alliés, tout en empêchant d'autres nations de l'acquérir pour assurer ce qu'elles perçoivent être leur propre sécurité, ne peut être ni justifié, ni soutenu dans la durée.
- « Dissuasion élargie » ne signifie pas forcément « dissuasion *nucléaire* élargie ». [Sect. 6]
- *Une approche progressive.* Construire un monde sans nucléaire sera un processus long, complexe et extrêmement difficile à accomplir, qu'il convient de poursuivre en deux étapes pour qu'il soit efficace, le premier objectif étant la minimisation, et le second l'élimination. [Sect. 7]
- Les efforts dans le court terme (horizon 2012) et le moyen terme (horizon 2025) devront se focaliser, dès que possible, et d'ici à 2025 au plus tard, sur l'accomplissement d'un « point de minimisation », caractérisé par un nombre très faible d'armes nucléaires (moins de 10 % des arsenaux actuels), une doctrine de *no first use* (« non-emploi en premier ») et les niveaux de déploiement et le type d'alerte opérationnelle qui reflètent cette doctrine. [Sect. 17 et 18]
- Analyses et débats sur les conditions nécessaires au passage du point de minimisation à l'élimination doivent être entamés dès maintenant, même si l'on ne peut encore prédire avec crédibilité quand le point zéro pourra être atteint. [Sect. 19]

Politiques clefs

- *Consensus d'action.* La Conférence 2010 d'examen du TNP doit se déclarer en faveur d'« un nouveau consensus d'action pour le désarmement nucléaire » en 20 points, mettant à jour et approfondissant les « treize étapes pratiques pour

le désarmement nucléaire » du Traité de non-prolifération de l'année 2000. [16.6-11; boîte 16-1]

- *Nombres d'armes.* En 2025 au plus tard, les arsenaux russes et américains devraient être réduits à 500 armes nucléaires chacun, ceci étant accompagné pour le moins d'une absence d'augmentation, ou mieux encore d'une réduction significative, des arsenaux – soit actuellement quelque 1 000 armes nucléaires – des autres nations dotées de l'arme nucléaire. Un maximum mondial de 2 000 armes représenterait plus de 90 % de réduction des arsenaux actuels. [18.1-3]
- Tous les États dotés de l'arme nucléaire devraient dès maintenant s'engager explicitement à *ne pas augmenter* le nombre de leurs armements nucléaires. [17.15-16]
- *Doctrine.* Dans l'attente de l'élimination complète de l'arme nucléaire, toute nation qui en est dotée devrait dès que possible, et au plus tard en 2025, faire une déclaration non équivoque d'adhésion au *non-emploi en premier*. [17.28]
- Tout État qui n'est pas prêt à s'engager aussi loin, et en particulier les États-Unis dans leur Nuclear Posture Review, devraient au moins adhérer au principe que la « seule justification » (« sole purpose ») de l'arme nucléaire est de dissuader les autres nations de l'utiliser contre cet État et ses alliés.
- Les États alliés affectés par de telles déclarations devraient recevoir de solides assurances qu'ils ne seront pas exposés à d'autres risques inacceptables, comme les armes chimiques et biologiques. [17.28-32]
- De nouvelles assurances négatives de sécurité, sans équivoque, devraient être données par tous les États dotés de l'arme nucléaire, sur la base de résolutions exécutoires du Conseil de Sécurité, à savoir qu'ils n'utiliseront pas l'arme nucléaire contre des États exempts d'armes nucléaires parties au TNP. [17.33-39]
- *Déploiement des forces et statuts en termes d'alerte opérationnelle.* Des changements devraient être apportés au plus vite pour garantir que, bien qu'ayant la capacité de survivre à une attaque initiale écrasante, les forces nucléaires ne sont pas utilisables instantanément. La stabilité doit être maximisée par la transparence des déploiements et des statuts en termes d'alerte. [7.12-15; 17.40-50]
- Le temps de décision pour appuyer sur le bouton de lancement d'une arme nucléaire doit être allongé et les armes concernées retirées de leur posture de lancement-sur-alerte aussitôt que possible. [17.43]
- *Questions parallèles de sécurité.* Les *systèmes anti-missiles* devraient être revus, autorisant le développement de systèmes de défense de théâtre, y compris les opérations conjointes dans les domaines qui sont une préoccupation partagée, mais fixant des limites très strictes aux défenses stratégiques. [2.30-34; 18.28-30]
- *Le déséquilibre des armements conventionnels*, aussi bien quantitatif que qualitatif, entre les nations dotées de l'arme nucléaire, et, en particulier, l'échelle relative de la capacité américaine, doit être sérieusement examiné, pour que cette question ne devienne pas un obstacle considérable dans les

futures négociations bilatérales et multilatérales du désarmement nucléaire. [18.34-36]

- Des efforts constants et inlassables doivent être faits pour développer des défenses plus efficaces contre les attaques *biologiques* potentielles, y compris par la mise en place d'un régime praticable de vérification, et pour promouvoir l'adhésion à la Convention sur les armes biologiques et à toxines, et à la Convention sur les armes chimiques. [17.29; 18.32-33]
- Des efforts constants pour la prévention d'une course aux armements dans l'*espace extra-atmosphérique* (PAROS) doivent également être vigoureusement soutenus. [18.31]
- *Essais nucléaires*. Tous les États qui ne l'ont pas encore fait devraient signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), sans conditions et sans délai. La ratification par les États-Unis constituerait un coupe-circuit capital : une telle ratification aurait un impact immédiat sur les autres nations non signataires, et donnerait une impulsion à la fois aux efforts du désarmement et à ceux de la non-prolifération.
- En attendant la mise en place du TICEN, tous les États devraient continuer à s'abstenir de faire des essais nucléaires. [Sect. 11]
- *Disponibilité des matériaux fissiles*. Toutes les nations dotées de l'arme nucléaire devraient déclarer ou maintenir un moratoire sur la production des matières fissiles à des fins militaires en attendant l'aboutissement des négociations et de la mise en place dès que possible d'un traité d'interdiction de production de matières fissiles (FMCT).
- En ce qui concerne les stocks préexistants, il convient d'adopter une approche progressive, avec en priorité la fixation d'une limite de production, suivie d'un effort pour garantir que toutes les matières fissiles, autres que celles utilisées dans les armements, fassent l'objet d'engagements d'utilisation non explosive, irréversibles et soumis à vérification, les matières fissiles provenant de ce démantèlement tombant sous le coup de ces engagements, en fonction des accords de réductions d'armement.
- Comme mesure temporaire, toutes les nations dotées de l'arme nucléaire devraient volontairement déclarer leurs stocks de matières fissiles et la quantité qu'elles considèrent comme excédentaire pour leurs besoins militaires, plaçant ceux-ci au plus tôt sous les garanties de l'AIEA, et les convertir dès que possible en matériaux inutilisables à des fins nucléaires militaires. [Sect. 12]

D. Faire face au défi de la non-prolifération

Thèmes fondamentaux

- Les efforts de non-prolifération devraient se focaliser à la fois sur la demande – persuader les nations que les armes nucléaires n'amélioreront en rien leur sécurité nationale ou leurs autres intérêts – et sur l'offre, par le maintien et le renforcement d'une série de mesures conçues pour rendre l'achat de telles armes aussi difficile que possible. [Sect. 8]

Politiques clefs

- *Garanties et vérifications du TNP.* Toutes les nations devraient accepter l'application du Protocole additionnel de l'AIEA. Pour en encourager l'adoption universelle, il faudrait en faire une condition préalable à toute exportation nucléaire. [9.7]
- Le Protocole additionnel et ses annexes devraient être mis à jour et renforcés en insistant sur le fait que l'AIEA a le pouvoir d'enquêter sur toute activité possible d'un processus d'armement, y compris par l'ajout d'une référence spécifique aux articles à double usage, des rapports sur les refus d'exportation, des périodes de préavis plus courtes et le droit de questionner certaines personnes. [9.8-9]
- *Conformité et mise en application du TNP.* Lorsqu'elle déclare la conformité, l'AIEA devrait essentiellement se limiter aux critères techniques, les appliquant avec cohérence et crédibilité, et laissant au Conseil de sécurité de l'ONU la responsabilité d'en déterminer les conséquences politiques. [9.15]
- Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait sérieusement décourager les membres du TNP de s'en retirer, en déclarant clairement que cela constitue en soi une menace pour la paix et la sécurité internationales, et peut exposer l'État qui se retirerait à toutes les sanctions stipulées au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. [9.20]
- Un État se retirant du TNP ne devrait pas être libre d'utiliser à des fins non pacifiques des matériaux nucléaires, des équipements et des technologies acquis pendant qu'il était membre du TNP. Il appartiendrait au Conseil de sécurité de s'assurer que tout matériel de ce type obtenu avant le retrait soit restitué. [9.21-22]
- *Un pouvoir accru pour l'AIEA.* L'AIEA devrait utiliser pleinement l'autorité qui lui est conférée, y compris pour des inspections spéciales, et les nations devraient être prêtes à renforcer son autorité si des carences sont observées. [9.24]
- L'AIEA devrait recevoir une injection de fonds pour remettre à neuf son laboratoire d'analyse pour les garanties, une augmentation significative de son soutien budgétaire, sans la contrainte d'une croissance zéro réelle, et une sécurité suffisante pour ses financements futurs pour lui permettre d'élaborer un planning efficace pour le moyen et le long terme. [9.25-27]
- *Traités et mécanismes hors TNP.* Le groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) devrait développer une approche basée sur des critères en ce qui concerne les accords de coopération avec les États hors TNP, prenant en considération des facteurs comme leur ratification du TICEN, leur désir de mettre fin à leur production des matières fissiles sans sécurité, et leur performance en ce qui concerne le contrôle des installations et des matériaux nucléaires et celui des exportations de produits connexes. [10.3-9]
- L'initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) devrait être reconstituée au sein même du système des Nations Unies, sous forme d'une organisation neutre qui évaluerait les informations, coordonnerait et financerait les activités, émettrait des recommandations spécifiques aussi bien que générales, ou prendrait des décisions en ce qui concerne l'interdiction du transport de

matériels douteux, à partir ou en direction de pays considérés non fiables du point de vue de la non-prolifération. [10.10-12]

- *Étendre les obligations aux États hors TNP.* Au vu du fait que les chances sont minces de voir les trois États non parties au TNP dotés de l'arme nucléaire – l'Inde, le Pakistan et Israël – y adhérer dans un proche avenir, tous les efforts possibles doivent être faits pour s'assurer de leur coopération par le biais de dispositifs et d'arrangements parallèles qui impliqueraient des obligations similaires de non-prolifération et de désarmement. [10.13-16]
- Si ces États remplissent des critères forts quant à leurs objectifs, démontrant leur engagement au désarmement et à la non-prolifération, et deviennent signataires d'engagements futurs spécifiques dans ce domaine, ils devraient avoir accès aux matières et à la technologie nucléaires pour l'utilisation pacifique, au même titre que les membres du TNP. [10.17]
- Ces États devraient participer aux négociations multilatérales sur le désarmement, au même titre que les États nucléaires membres du TNP, et ne devraient pas s'attendre à être traités différemment en raison de leur statut de non-membres. [10.18]
- *Priorités pour la Conférence 2010 d'examen du TNP.* Le principal objectif devrait être d'arriver à un accord sur les points suivants :
 - Une nouvelle déclaration en 20 points : « un nouveau consensus international d'action sur le désarmement nucléaire », mettant à jour et élargissant les « Treize étapes pratiques » du traité de l'année 2000;
 - Des mesures pour renforcer les garanties, la vérification, la mise en conformité et la mise en application du TNP et de l'AIEA (voir ci-dessus);
 - Une avancée pour faire du Moyen-Orient une zone exempte de toute arme de destruction massive, le Secrétaire général de l'ONU convoquant une conférence de tous les États concernés pour trouver des façons créatives et innovantes de mettre en œuvre la résolution de 1995;
 - Une mise en place renforcée des mesures de sécurité nucléaires (voir ci-dessous : « Faire face au défi du terrorisme »); et enfin
 - Un soutien renforcé pour l'utilisation pacifique du nucléaire. [Sect. 16]

E. Faire face au défi du terrorisme nucléaire

Thèmes fondamentaux

- S'attaquer efficacement au terrorisme sous toutes ses formes implique un ensemble complexe de stratégies de protection et de contrôle nationales et internationales (essentiels lorsqu'il s'agit de contrer une menace de terrorisme nucléaire), mais aussi des stratégies politiques, pacificatrices et psychologiques (pour agir sur les causes profondes du comportement terroriste);
- Au Sommet sur la sécurité nucléaire de 2010, et dans toutes les discussions politiques connexes, il conviendra de se focaliser principalement sur une mise

en place effective des mesures existantes, plutôt que sur la création de nouvelles mesures. [Sect. 13; boîte 13-1]

Politiques clefs

- Il faudrait que tous les États prennent des mesures efficaces pour renforcer la sécurité des matières et installations nucléaires, y compris par l'adoption et la mise en place de l'amendement 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, l'accélération de la réduction coopérative de la menace (Cooperative Threat Reduction) nucléaire et programmes connexes dans le monde entier, et un engagement plus vigoureux en vue de construire une capacité internationale avec le nécessaire partage d'informations. [13.5-16]
- En ce qui concerne les matériaux entrant dans la fabrication des « bombes sales », il est nécessaire d'intensifier les efforts de coopération pour la mise en œuvre du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, en soutenant les États dans la mise à jour de leurs législations et licences, et la promotion d'une prise de conscience par les utilisateurs. [13.17-21]
- Un soutien marqué devrait être apporté à la science émergente de la criminalistique nucléaire, conçue pour identifier la source de matières faisant l'objet d'un trafic illicite ou qui sont utilisées dans les explosions nucléaires. [13.22-25]

F. Faire face au défi de l'énergie nucléaire civile

Thèmes fondamentaux

- L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit être vigoureusement soutenue, car c'est l'un des trois piliers du TNP, avec le désarmement et la non-prolifération. Des ressources accrues devraient être dégagées, y compris par le biais du Programme technique de coopération de l'AIEA, pour aider les pays en développement à profiter des avantages de l'énergie nucléaire dans le développement de l'humanité;
- La résistance à la prolifération doit être adoptée par les gouvernements et l'industrie comme objectif essentiel dans la conception et le fonctionnement des installations nucléaires, et promue par le biais de mesures techniques aussi bien qu'institutionnelles – les unes n'allant pas sans les autres. [Sect. 14]

Politiques clefs

- *Gestion de l'énergie nucléaire.* Initiative lancée au Sommet 2008 du G-8 d'Hokkaido Toyako pour la coopération internationale sur les infrastructures de l'énergie nucléaire, conçue pour faire prendre conscience au monde de l'importance des « trois S » : garanties (« safeguards »), sûreté et sécurité – et aider les pays qui veulent développer des politiques adéquates. [14.4-6]
- De nouvelles technologies pour le traitement du combustible nucléaire usagé doivent être développées pour éliminer les formes actuelles de retraitement. [12.26]

- L'utilisation accrue du plutonium recyclé et l'introduction projetée de réacteurs à neutrons rapides doivent être poursuivies d'une façon qui améliore les objectifs de non-prolifération et évite d'accroître les risques de prolifération et de terrorisme. [14.9-15]
- Des mesures internationales, telles que des arrangements de restitution du combustible usagé aux fournisseurs, sont désirables afin d'éviter l'accumulation croissante du combustible usagé dans un grand nombre de pays. [14.13]
- *Une multilatéralisation du cycle du combustible nucléaire* – en particulier par le biais de banques du combustible nucléaire et de la gestion multilatérale de l'enrichissement, du retraitement et des installations de stockage du combustible usagé – doit être vigoureusement soutenue. De tels arrangements joueraient un rôle inestimable pour établir une confiance mondiale dans l'utilisation pacifique du nucléaire, et constitueraient la pierre de touche d'un monde sans armes nucléaires, qui exigerait la vérification et le contrôle multilatéraux de toutes les activités sensibles du cycle du combustible. [Sect. 15]

G. Mobiliser et maintenir la volonté politique

Thèmes fondamentaux

- La volonté d'accomplir quelque chose de difficile, de sensible ou de coûteux va rarement de soi dans le cadre de la politique nationale ou internationale. D'une façon générale, un tel accomplissement sera laborieux et douloureux, se fera cas par cas, contexte par contexte, et exigera que quatre éléments capitaux soient présents :
 - *Le leadership*, sans lequel l'inertie prévaudra toujours : de haut en bas (en partant des principaux États nucléaires, en particulier les États-Unis et la Fédération de Russie), entre groupes comparables (nations du monde partageant des orientations communes), et de bas en haut (en partant de la société civile);
 - *La connaissance*, spécialiste et générale, de la nature, de l'ampleur et de l'urgence du problème nucléaire : cela requiert une meilleure éducation, une meilleure formation dans les écoles et les universités, et un activisme vigoureux auprès des dirigeants politiques et de tous ceux qui les influencent, dans les médias ou ailleurs;
 - *La stratégie* : Avoir la conviction qu'il existe une route vers l'avant : pas seulement des objectifs généraux, mais des plans d'action réalistes avec des voies à suivre précises et des cibles à atteindre; et enfin
 - *Les procédures* : Avoir à sa disposition les moyens institutionnels et organisationnels – « traités de campagne », ou autres structures d'activisme ou de recherche – pour qu'une stratégie puisse être mise en pratique. [Sect. 20]

Politiques clefs

- *La Convention sur les armes nucléaires.* C'est maintenant qu'il faut s'atteler, avec le soutien des gouvernements intéressés, à un perfectionnement et un développement des concepts contenus dans le présent modèle de convention, pour en rendre les dispositions aussi réalisables et concrètes que possible, l'objectif étant d'élaborer un texte suffisamment travaillé qui informera et guidera les négociations multilatérales de désarmement quand elles commencent à gagner un certain élan. [20.38-44]
- *Un « bulletin de résultats ».* Pour soutenir la volonté politique à plus long terme, un « bulletin de résultats » régulier devrait être publié, dans lequel un groupe de personnalités internationales de premier plan, ayant à sa disposition les données provenant des recherches professionnelles, aussi bien qu'émanant de sources variées, évaluerait la performance des nations nucléaires, aussi bien que non nucléaires, en relation avec le programme d'action identifié dans le présent rapport. [20.49-50]
- *Centre de suivi et d'activisme.* La création d'un « Centre mondial pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires » mérite considération. Ce centre serait le foyer de coordination de tous les travaux accomplis par les différentes institutions et organisations des pays du monde, dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, fournirait un soutien à la fois à la recherche et à l'activisme, aussi bien pour les gouvernements dont les orientations sont similaires, que pour les organisations civiles, et participerait à l'élaboration du « bulletin de résultats » auquel il est fait référence ci-dessus. [20.51-54]

Programme pour le court terme

Horizon 2012 : réaliser les objectifs de référence

Sur le désarmement

- Un accord précoce pour un accord de poursuite des objectifs du Traité de réduction des armes stratégiques (START follow-on), les États-Unis et la Fédération de Russie acceptant une réduction drastique du déploiement de leurs armes stratégiques, s'attaquant au problème de la défense par missiles stratégiques et entamant les négociations pour réduire encore davantage toutes les catégories d'armes;
- Début d'un mouvement en matière de doctrine nucléaire, toutes les nations dotées de l'arme nucléaire reconnaissant au moins que la seule raison valide de conserver l'arme nucléaire est son pouvoir de dissuasion envers les pays qui les utiliseraient contre eux ou leurs alliés (tout en rassurant ces alliés qu'ils ne seront pas exposés à d'autres risques inacceptables provenant d'une autre source, en particulier les armes chimiques et biologiques);
- De fortes assurances négatives de sécurité, données par toutes les nations dotées de l'arme nucléaire à toutes les nations non nucléaires parties au TNP, et soutenues par une résolution exécutoire du Conseil de sécurité, qu'elles n'utiliseront pas l'arme nucléaire contre ces dernières;

- Action précoce sur les positions de force nucléaire, avec une attention particulière prêtée à l'abandon, autant que faire se peut, de la position en « lancement-sur-alerte » des armes nucléaires;
- Engagement précoce de tous les États dotés de l'arme nucléaire de ne pas augmenter leurs arsenaux;
- Préparation du terrain pour un processus multilatéral de désarmement par tous les États possédant des armes nucléaires, organisation des études nécessaires; engagement de dialogues stratégiques avec les États-Unis, la Fédération de Russie, ainsi qu'un dialogue mutuel entre ces deux puissances; et amorce d'un dialogue de coopération dans le cadre du programme de travail de la Conférence du désarmement.

Sur la non-prolifération

- Un résultat positif pour la Conférence d'examen du TNP de mai 2010, avec les États membres arrivant à des accords sur les mesures destinées à renforcer le régime du TNP, comprenant des garanties, des mesures renforcées de vérification, de conformité et de mise en application; mesures de renforcement de l'AIEA; déclaration pour « un nouveau consensus international d'action sur le désarmement nucléaire »; et enfin, des mesures destinées à faire avancer le processus d'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient et ailleurs;
- Une solution négociée satisfaisante au problème des programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord;
- Un mouvement de renforcement des régimes de non-prolifération en dehors du TNP et application de disciplines équivalentes aux États non membres.

Sur le désarmement et la non-prolifération

- Application du TICEN;
- Conclusion des négociations pour un Traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles (FMCT).

Sur la sécurité nucléaire

- Application de l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, accélération de la mise en place du programme coopératif de réduction de la menace (Cooperative Threat Reduction) et programmes connexes, conçus pour protéger l'accès aux armes nucléaires et aux matières et technologies dangereuses dans le monde entier, et engagement plus vigoureux, en vue d'élaborer une capacité internationale et le nécessaire échange d'informations.

Sur l'utilisation du nucléaire à des fins pacifiques

- Un mouvement vers une plus grande multilatéralisation du cycle du combustible nucléaire, ainsi qu'une coopération entre les gouvernements et l'industrie sur les technologies pour résister à la prolifération nucléaire, et d'autres mesures conçues pour réduire les risques liés à l'expansion de l'énergie nucléaire civile;

- Promotion d'une coopération internationale sur l'infrastructure de l'énergie nucléaire pour une prise de conscience universelle de l'importance des trois S : – garanties (« safeguards »), sûreté et sécurité – et assistance aux pays qui désirent développer les mesures appropriées. [*Sect. 17*]

Programme d'action à moyen terme

Horizon 2025 : atteindre le point de minimisation

- Réalisation progressive des objectifs intermédiaires de désarmement, culminant vers l'année 2025 en un « point de minimisation » caractérisé par :
 - Des nombres faibles : un monde avec moins de 2 000 armes nucléaires (soit moins de 10 % de l'arsenal actuel);
 - Une doctrine agréée : chaque État disposant d'armes nucléaires s'engageant à ne pas les employer en premier;
 - Des positions de force crédibles : déploiements et situations d'alerte vérifiables reflétant cette doctrine.
- Résolution progressive des questions parallèles de sécurité risquant d'affecter les négociations sur le désarmement nucléaire :
 - Systèmes de lancement des missiles et bouclier anti missiles stratégiques;
 - Systèmes d'armement extra-atmosphériques;
 - Armes biologiques;
 - Déséquilibres des armements conventionnels.
- Élaboration et mise en place d'une Convention exhaustive sur les armements nucléaires, pour sous-tendre au plan juridique la transition finale vers un monde exempt d'armes nucléaires;
- Mise en place complète (au-delà des résultats atteints en 2012) des objectifs à court terme essentiels au désarmement, aussi bien qu'à la non-prolifération :
 - Mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
 - FMCT négocié et mis en place, auquel s'ajoutera un accord supplémentaire pour placer toutes les matières fissiles non constitutives des armements sous garanties internationales;
 - Mesures de renforcement du régime du TNP et de l'AIEA agréées et mises en œuvre;
 - Mesures de sécurité nucléaire mises en œuvre, programmes coopératifs de réduction de la menace nucléaire et connexes intégralement appliqués;
 - Mise en place progressive de mesures destinées à réduire les risques de prolifération liés à l'expansion de l'énergie nucléaire civile. [*Sect. 18*]

Programme d'action à long terme Après 2025 : arriver au niveau zéro

- Création de conditions politiques, aussi bien au niveau régional qu'au niveau mondial, qui soient coopératives et stables à un point tel que la perspective d'une guerre ou d'une agression majeure devienne une possibilité si improbable, que les armes nucléaires perdront la force de dissuasion qui est leur raison d'être;
- Création de conditions militaires dans lesquelles les déséquilibres des armements conventionnels, les boucliers anti-missiles, ou toute autre capacité gouvernementale ou intergouvernementale ne seront plus perçus comme étant déstabilisants au point de justifier le maintien d'une capacité de dissuasion nucléaire;
- Création de conditions de vérification qui garantiront que toute violation de l'interdiction des armes nucléaires sera détectée en temps utile;
- Création d'un régime juridique international et de conditions d'application qui garantiront que tout pays manquant à ses obligations d'interdiction de maintenir, d'acquérir ou de développer l'arme nucléaire sera sanctionné avec efficacité;
- Création de conditions de gestion du cycle du combustible qui garantiront avec certitude qu'aucun État n'aura la capacité de détourner l'enrichissement de l'uranium ou le retraitement du plutonium à des fins de développement d'armes nucléaires;
- Création de conditions de supervision du personnel concerné pour garantir que le savoir-faire des personnes dans la conception et la fabrication des armes nucléaires ne sera pas utilisé en violation des obligations d'interdiction.
[Sect. 19]

Pièce jointe

La Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires

Origine et mandat. La Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement a été initialement proposée par le Premier Ministre australien, M. Kevin Rudd, après sa visite au mémorial de la paix d'Hiroshima en juillet 2008, et agréée en juillet 2008 par lui-même et son homologue japonais M. Yasuo Fukuda. La Commission, initiative conjointe des Gouvernements australien et japonais, a été lancée à New York en septembre 2008 par leurs Premiers Ministres Kevin Rudd et Taro Aso. Les activités de la Commission sont adoptées et soutenues par Yukio Hatoyama, actuel Premier Ministre japonais.

Le but déclaré de la Commission était de revigorer, à un haut niveau politique, le débat mondial sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, dans le contexte à la fois de la Conférence d'examen du TNP en 2010 et pour l'avenir. Elle a été conçue pour continuer à construire et pousser encore davantage, d'une façon foncièrement concrète et orientée vers l'action, le travail des commissions et groupes précédents, en particulier la Commission Canberra de 1996, le Forum de Tokyo en 1999, le Groupe de personnalités des Nations Unies en 2004, la Commission Blix en 2006 et la Commission Zedillo en 2008 sur l'avenir de l'AIEA.

Bien que fondée par deux gouvernements et essentiellement financée par le Gouvernement australien, la Commission est une instance complètement indépendante, ses membres étant nommés à titre personnel et non en tant que représentants de leurs pays respectifs.

Membres de la Commission et Commission consultative. Les Premiers Ministres australiens et japonais ont invité les anciens Ministres des affaires étrangères Gareth Evans et Yoriko Kawaguchi à coprésider la Commission. Treize autres personnalités venant du monde entier, se sont jointes à eux en qualité de membres de la Commission, parmi eux, anciens présidents et ministres, stratégestes militaires et experts en désarmement, tous placés dans une position particulière qui leur permettait d'apporter une vision novatrice et imaginative à l'entreprise : Turki Al Fayçal (Arabie saoudite), Alexei Arbatov (Fédération de Russie), Gro Harlem Brundtland (Norvège), Frene Noshir Ginwala (Afrique du Sud), François Heisbourg (France), Jehangir Karamat (Pakistan), Brajesh Mishra (Inde), Klaus Naumann (Allemagne), William Perry (États-Unis d'Amérique), Wang Yingfan (Chine), Shirley Williams (Royaume-Uni), Wiryo Sastrohandoyo (Indonésie, en remplacement de feu Ali Alatas) et Ernesto Zedillo (Mexique).

La Commission a été considérablement aidée dans son travail par une Commission consultative composée de 27 experts de renom venant du monde entier, dont les membres ont été consultés individuellement, et dans bien des cas, ont participé à une ou plusieurs des réunions de la Commission : Nobuyasu Abe (Japon), Shlomo Ben-Ami (Israël), Hans Blix (Suède), Lakhdar Brahimi (Algérie), John Carlson (Australie), Nabil Fahmy (Égypte), Louise Fréchette (Canada), Lawrence Freedman (Royaume-Uni), Roberto García Moritán (Argentine), Han Sung-Joo (République de Corée), Prasad Kariyawasam (Sri Lanka), Henry Kissinger (États-Unis d'Amérique), Shunsuke Kondo (Japon), Anne Lauvergeon (France), Martine Letts (Australie), Patricia Lewis (Irlande), Andrea Margelletti (Italie), Sam Nunn (États-Unis d'Amérique), Robert O'Neill (Australie), George Perkovich (États-Unis d'Amérique),

V. R. Raghavan (Inde), George Robertson (Royaume-Uni), Michel Rocard (France), Adam Daniel Rotfeld (Pologne), Yukio Satoh (Japon), George Shultz (États-Unis d'Amérique) et Hans van den Broek (Pays-Bas).

Soutien à la recherche et administration. La Commission a nommé neuf centres de recherche associés pour diriger les efforts dans leurs pays ou régions respectifs : la Fondation Carnegie pour la paix internationale (Washington et Moscou), le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (Waterloo, Canada), le Delhi Policy Group (New Delhi), la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (San José, Costa Rica), la Fondation pour la recherche stratégique (Paris), l'Institut japonais de relations internationales (Tokyo), King's College (Londres), l'Institut Lowy pour la politique internationale (Sydney) et l'Université de Tsinghua (Pékin). Plus de 50 nouveaux ouvrages de recherche ont été produits par ces centres de recherche et par d'autres consultants du monde; la plupart peuvent être consultés sur www.icnnd.org. Le Coordonnateur de la recherche de la Commission était l'ancien Ambassadeur australien Ken Berry.

La tâche de la Commission a été soutenue par un petit secrétariat opérant à partir du Ministère australien des affaires étrangères et du commerce extérieur, à Canberra, à la tête duquel se trouvait Ian Biggs au poste de secrétaire de la Commission, et une unité homologue au Ministère japonais des affaires étrangères à Tokyo, avec Toshio Sano à sa tête.

Consultations. Quatre réunions régionales principales ont été tenues, rassemblant 89 participants régionaux venant des gouvernements, universités et instituts de recherche, et le cas échéant, du secteur nucléaire, de 25 pays : en Amérique latine (Santiago, 2 et 3 mai 2009), en Asie du Nord-Est (Pékin, 22 et 23 mai 2009), au Moyen-Orient (Le Caire, 29 et 30 septembre 2009), en Asie du Sud (New Delhi, 3 et 4 octobre 2009). Une table ronde d'un jour entier s'est tenue avec les représentants de l'industrie nucléaire des six continents, en association avec la réunion de la Commission à Moscou le 22 juin 2009. Un dialogue continu avec la société civile a été établi par les deux conseillers ONG de la Commission, Akira Kawasaki, de Peace Boat (Bateau de la paix), et Tilman Ruff de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire, et des réunions se sont tenues à Washington et Hiroshima, avec la participation de victimes des bombes atomiques (*hibakusha*). Les coprésidents et les autres membres de la Commission ont également tenu des consultations individuelles et des réunions d'information dans des capitales clefs, et avec, entre autres, l'ONU à New York et à Genève, l'AIEA et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à Vienne.

Réunions et rapport de la Commission. Au cours de sa première réunion à Sydney (19 au 21 octobre 2008), la Commission s'est penchée sur son mandat, son plan de travail et son approche générale, en se focalisant sur la valeur qu'elle pourrait ajouter aux travaux existants, en cours et antérieurs. Dans ses deuxième et troisième réunions à Washington (13 au 15 février 2009), et Moscou (19 au 21 juin 2009), elle a élaboré une structure détaillée pour son rapport et a discuté systématiquement de toutes les questions de politique en rapport avec son travail. Les différentes sections du rapport ont alors été confiées à une série d'experts, parfois choisis parmi les membres de la Commission, la Commission consultative et les membres du Secrétariat. Finalement, une ébauche a été préparée par les coprésidents sur la base de tous ces apports d'information et après un examen en détail, un texte final a été unanimement accepté, au moment où la Commission tenait sa quatrième réunion à Hiroshima du 17 au

20 octobre 2009. La Commission continuera jusqu'à la mi-2010 au moins, pour faciliter les commentaires de soutien à son rapport, et pour qu'à la suite de la Conférence d'examen du TNP, il puisse être fait un bilan de la situation actuelle et que des décisions puissent être prises quant à la marche à suivre.

Une description plus exhaustive des processus de la Commission et des personnes qui l'ont aidée dans ses travaux se trouve en annexe C du rapport complet et sur le site Web www.icnnd.org.

Membres de la Commission

Gareth Evans (Australie) (Coprésident)

M. Gareth Evans a été Ministre des ressources et de l'énergie (1984-1987), et Ministre des affaires étrangères (1988-1996) d'Australie. Il a été à l'origine de la Commission Canberra (1996) et il était membre du Groupe de personnalités des Nations Unies (2004), de la Commission Blix (2006) et de la Commission Zedillo sur l'AIEA (2008). Il a été Président (2000-2009), et est maintenant Président honoraire de l'International Crisis Group, et professeur honoraire à l'Université de Melbourne.

Yoriko Kawaguchi (Japon) (Coprésidente)

M^{me} Kawaguchi est membre de la Chambre haute de la Diète pour le parti libéral-démocrate depuis 2005. Elle était Conseiller spécial responsable des affaires étrangères (2004-2005), auprès du Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères (2002-2004) et Ministre de l'environnement (2000-2002). Auparavant, elle avait été Directeur général de Suntory Ltd, responsable au Ministère du commerce extérieur et de l'industrie, Ministre à l'ambassade du Japon aux États-Unis et économiste à la Banque mondiale.

Turki Al Fayçal (Arabie saoudite)

S. A. le Prince Turki a été Directeur général des services de renseignements entre 1977 et 2001, Ambassadeur au Royaume-Uni et en Irlande entre 2002 et 2005, et aux États-Unis entre 2005 et 2007. Il est à présent Président du Conseil d'administration au Centre d'étude et de recherche sur l'islam du Roi Fayçal d'Arabie, à Riyad.

Alexei Arbatov (Fédération de Russie)

M. Arbatov a été membre de la Douma et Vice-Président de la Commission de la défense de la Douma entre 1994 et 2003. Il est à présent chercheur résident et Président du Programme de non-prolifération au Centre Carnegie de Moscou.

Gro Harlem Brundtland (Norvège)

M^{me} Brundtland a occupé le poste de premier ministre de Norvège pendant 10 ans, au cours de la période 1981-1996. Elle a été Présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) et Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé entre 1998 et 2003. Elle est à présent Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur le réchauffement climatique.

Frene Noshir Ginwala (Afrique du Sud)

M^{me} Ginwala était porte-parole de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud entre 1994 et 2004. Elle a été Chancelier de l'Université de KwaZulu-Natal entre 2004 et juin 2009.

François Heisbourg (France)

M. Heisbourg est Président de l'Institut international d'études stratégiques et du Centre de politique de sécurité de Genève, ainsi que Conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique. Il était membre de la Commission présidentielle française qui avait préparé le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale en 2008.

Jehangir Karamat (Pakistan)

Le général Karamat a été Président du Comité pakistanais des chefs d'état-major entre 1996 et 1998 et Ambassadeur du Pakistan aux États-Unis entre 2004 et 2006. Il est à présent Directeur de l'Institut de recherche politique Spearhead Research.

Brajesh Mishra (Inde)

M. Mishra a été Ambassadeur de l'Inde à Genève, Djakarta et New York entre 1973 et 1981, Conseiller à la sécurité nationale, et Secrétaire principal de l'ancien Premier Ministre indien M. A. B Vajpayee entre 1998 et 2004.

Klaus Naumann (Allemagne)

Le général Naumann était Président du Comité militaire de l'OTAN entre 1996 et 1999, et chef d'état-major en Allemagne entre 1991 et 1996. Il a été membre du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (2000) et de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (2001).

William Perry (États-Unis d'Amérique)

M. Perry était Secrétaire d'état à la défense entre 1994 et 1997. Il est à présent professeur à l'École d'ingénieurs et à l'Institut d'études internationales de l'Université Stanford.

Wang Yingfan (Chine)

M. l'Ambassadeur Wang a été Représentant permanent de la Chine à l'ONU entre 2000 et 2003, et Vice-Président du Comité des affaires étrangères du Congrès national du peuple entre 2003 et 2008.

Shirley Williams (Royaume-Uni)

M^{me} Williams a été leader du Parti libéral démocrate à la Chambre des lords entre 2001 et 2004. Elle est à présent professeur honoraire à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard, et conseillère sur la prolifération nucléaire auprès du Premier Ministre Gordon Brown.

Wiryo Sastrohandoyo (Indonésie)

M. l'Ambassadeur Wiryo Sastrohandoyo a été Directeur général des affaires politiques au sein du Ministère indonésien des affaires étrangères, entre 1990 et 1993. Il a été Ambassadeur d'Indonésie en Australie, en France et en Autriche, et Représentant permanent à l'ONU à Vienne et au Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Ernesto Zedillo (Mexique)

M. Zedillo a été Président du Mexique entre 1994 et 2000. Il est à présent Directeur du Centre d'études sur la mondialisation de l'Université Yale, et professeur d'économie internationale à cette même université.